

Des organisations nazies font irruption sur la scène européenne

Savamment sous-informés par les grands médias, les Nord-Américains et les Européens ignorent la réalité du coup d'État de Kiev. S'ils ont vu sur les télévisions internationales des « [contre-]révolutionnaires » en uniformes militaires de combat, ils ignorent tout des organisations auxquels ils appartiennent et qui n'ont aucun équivalent en Europe de l'Ouest. Ils sont désormais membres du gouvernement ukrainien reconnu par les puissances de l'Otan.

RÉSEAU VOLTAIRE | MOSCOU (RUSSIE) | 3 MARS 2014

ENGLISH ITALIANO

*« Beaucoup sont des fascistes qui s'ignorent
mais le découvriront le moment venu »*

Ernest Hemingway, *Pour qui sonne le glas*

Le 22 février dernier, les activistes et les nervis de l'Euromaidan sont passés à l'action : recourant à la violence armée, enfreignant toutes les dispositions constitutionnelles, bravant les lois internationales et foulant aux pieds les valeurs européennes, ils ont perpétré un coup d'état néonazi. Pour servir les intérêts géopolitiques de l'Occident, Washington et Bruxelles —qui ont

claironné au monde entier qu'Euromaidan était l'expression pacifique des aspirations du peuple ukrainien— ont fomenté un coup d'État nazi, dont la réalisation a été grandement facilitée par la veulerie de Viktor Ianoukovytch et de son gouvernement.

Après la conclusion officielle vendredi à Kiev d'un accord de sortie de crise dépourvu de tout crédit, la situation dans le pays a très vite échappé au contrôle des signataires et de leurs « témoins ». Aucune des clauses de l'accord n'a été appliquée. Les représentants du pouvoir légal se sont enfuis à l'étranger (ou ont tenté de le faire). À Kiev, les bâtiments officiels ont été pris d'assaut par les émeutiers. Ce sont les éléments les plus radicaux qui dictent leurs règles aux « chefs de pacotille » qui tentent désespérément de tenir les rênes de Maidan.

Ce qui s'est passé en Ukraine, le 22 février 2014, n'est rien d'autre qu'un coup d'État, exécuté par des groupes radicaux armés, des anarchistes et des nazis qui ont bénéficié, pendant les deux dernières décennies, d'un soutien multiforme des lobbies occidentaux : largesses financières, soutien militaire et diplomatique, et même le secours de la religion pour le réconfort spirituel et l'exhortation au combat. De nombreuses villes d'Ukraine sont en proie aux pillages, aux agressions, à la vindicte des émeutiers, aux répressions politiques, et s'enfoncent dans le chaos.

On a vite perçu les signes annonciateurs du chaos à travers les atermoiements des autorités ukrainiennes tout au long des trois mois du siège imposé à Kiev par les brigades d'éléments radicaux galiciens venus là pour mener la guérilla urbaine, avec le concours de bandes de délinquants. Les représentants de l'État sont restés muets quand des fanatiques fous-furieux ont brûlé vivants, sous leurs yeux, des agents des forces de l'ordre (Berkut) désarmés, les rouant de coups et leur arrachant les yeux. Ils n'ont rien fait pour stopper « les combattants de la liberté » enragés qui prenaient d'assaut les centres administratifs des régions, humiliaient les autorités locales, pillaient les arsenaux de la police et de l'armée dans la partie ouest du pays. Ils n'ont pas bougé le petit doigt quand des tireurs embusqués non identifiés, cachés en haut des

bâtiments à Kiev, assassinaient de sang froid les miliciens, les manifestants, et ceux qui passaient là par hasard. Ils sont même allés jusqu'à proclamer une loi d'amnistie (puis une autre !) blanchissant ceux qui s'étaient rendus coupables de violences criminelles sur les policiers, et d'atteintes gravissimes à l'ordre public. Ce faisant, le régime de Ianoukovytch a lui-même ouvert les portes de l'Ukraine au spectre menaçant du démantèlement et des ravages apportés dans le sillage de la guerre en Libye.

Les groupes qui mènent la guérilla urbaine sont-ils l'expression d'un mouvement populaire maître de son organisation et de son discours ? On en est loin.

Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, les lobbies internationaux ont utilisé des milliards de dollars estampillés par la Réserve fédérale pour arroser des associations et des politiciens ukrainiens gagnés à « la cause de la démocratie ». Alors même qu'ils encourageaient les Ukrainiens « à se tourner résolument vers l'Europe et ses valeurs démocratiques », ils n'ignoraient rien de l'impossibilité historique d'atteindre à court terme le but ultime évident de la politique globale menée à l'Est par les Occidentaux : dresser l'Ukraine contre la Russie. C'est pourquoi ils ont choisi de miser sur les groupes nationalistes extrémistes et sur l'Église Uniate [1] (une église grecque-catholique de rite oriental créée par le Saint-Siège au seizième siècle) dans une tentative désespérée de distendre les liens étroits des chrétiens orthodoxes avec Moscou, liens hérités de la défunte République des deux Nations (Rzeczpospolita) [2] .

Depuis 1990, les Uniates ont bénéficié du soutien discret des nouvelles autorités de Kiev, redevenues indépendantes depuis peu. Pour affaiblir l'influence de la Russie, la tactique suivie a été l'occupation brutale des églises orthodoxes rattachées

officiellement au Patriarcat de Moscou. L'appel à la pénitence et à la paix est bien la dernière chose qui ait été prêchée dans les églises investies et contrôlées par les Uniates durant toutes ces années. Bien au contraire, ce sont des appels à la croisade contre les orthodoxes qui ont été lancés, encourageant et justifiant les agressions racistes, et même les assassinats. Y a-t-il, là, la moindre différence avec les harangues des prêcheurs djihadistes radicaux qui se réclament sans vergogne de l'islam ? Pour le savoir, il suffit d'assister à l'un des sermons de Mikhaïlo Arsenych, le curé d'une église uniate de la région d'Ivano-Frankovsk, et de l'écouter prêcher : « À présent, nous sommes prêts pour la révolution. Les seules méthodes de combat efficaces sont l'assassinat et la terreur ! Nous voulons être sûrs que pas un Chinois, pas un Nègre, pas un Juif, ni un Moscovite ne viendra demain confisquer notre terre ».

Les résultats de pareil endoctrinement ne se sont pas fait attendre longtemps. Plusieurs centres d'entraînement de l'Otan ont été ouverts en 2004, dans les territoires des États Baltes, pour la formation des militants nationalistes extrémistes ukrainiens. On peut consulter [ici](#) (textes originaux en russe) le reportage photographique, effectué en 2006, sur un cours de formation aux techniques de l'action subversive, suivi par un groupe ukrainien, dans un centre d'entraînement de l'Otan, en Estonie.



Olexander Muzychko. Aujourd'hui à Kiev, et en Tchétchénie en 1994.

On n'a pas lésiné sur l'appui financier, ni sur les hommes mobilisés pour renforcer les unités paramilitaires des groupes radicaux ukrainiens UNA-UNSO, Svoboda [3], et d'autres organisations nationalistes extrémistes implantées dans le pays. À partir des années 1990, ces nervis ont participé à la guerre de Tchétchénie et aux guerres des Balkans, aux côtés des combattants wahhabites, perpétrant des crimes de guerre sur les soldats serbes et russes capturés, et sur des civils. L'un des combattants de Tchétchénie les plus abjects, Olexander Muzychko (également connu à la tête d'un gang de délinquants sous le nom de « Sasha Biliy ») dirige aujourd'hui l'une des brigades de « Pravyi Sector » [Pravyi Sector, le Secteur de droite, est une organisation d'environ 3 000 combattants, particulièrement active place Maidan.], le groupe radical le plus en vue dans l'organisation du coup d'État de Kiev. Selon sa biographie officielle (voir [ici](#) le lien en russe), il s'est vu décerner, en 1994, par Djokhar Doudaïev, le commandant de l'époque des terroristes tchéchènes dans l'enclave d'Ichkérie [4], l'Ordre du Héro de la Nation, en hommage à « ses victoires militaires éclatantes contre les troupes russes ». Ses talents militaires étaient très spéciaux : il montait des opérations de guérilla, en attirant dans des embuscades les unités russes opérant dans les contrées reculées de la Tchétchénie. Il participait ensuite personnellement à la torture et aux décapitations des soldats russes capturés. À son retour en Ukraine en 1995, il a pris la tête d'un gang de criminels à Rovno. Il a fini par être poursuivi et condamné à huit années de prison pour l'enlèvement et le meurtre d'un homme d'affaires ukrainien. Il est entré en politique à sa

sortie de prison, à la fin des années 2000.

Une fois les guerres de Tchétchénie et des Balkans terminées, ces prestataires de services, sous-traitant des opérations militaires pour le compte des USA et de la Grande-Bretagne, ont pris l'habitude de recruter des mercenaires ukrainiens pour leurs opérations en Afghanistan, en Irak, en Syrie, et ailleurs. Le scandale survenu en Grande-Bretagne autour des activités en Syrie de l'une de ces sociétés, Britam Defense [5], a permis que soit révélée au grand jour l'utilisation de combattants recrutés en Ukraine —et son ampleur— pour mener des actions de harcèlement clandestines, au service des objectifs politiques des Occidentaux au Proche-Orient. Nombre d'entre eux ont été envoyés à Kiev pour y accomplir la besogne pour laquelle ils sont stipendiés : prendre pour cibles aussi bien les policiers que les manifestants d'Euromaidan, à partir des toits des immeubles environnants.

Les dirigeants réels du mouvement de protestation ukrainien se sont exprimés à plusieurs reprises dans la presse européenne, révélant sans la moindre ambiguïté leurs conceptions radicales. On lira avec profit l'interview donnée par Дмитро Ярош, le leader de Pravyi Sector [5], et plusieurs autres échos du *Guardian* sur le même sujet [ici](#) et [ici](#).

Voilà à quoi ressemblent les individus avec lesquels les politiciens européens s'apprêtent, sans enthousiasme, à coopérer. Aujourd'hui à Kiev, ce sont ces fanatiques qui détiennent le pouvoir réel dans une ville tombée aux mains d'une horde de pillards. L'encre n'était pas encore sèche qu'ils déchiraient déjà les accords signés le vendredi par quatre « dirigeants » ukrainiens et trois représentants officiels de l'Union européenne. Leur comportement à l'égard de Ioulia Tymochenko, à l'issue de son discours pathétique du samedi soir à Maidan, a montré on ne peut plus clairement qu'il

n'appartenait qu'à eux, et à eux seuls, de décider de son éventuelle accession aux fonctions de Chef de l'État Ukrainien failli. Les appels au soutien financier de l'Ukraine par l'Union européenne et le FMI, entendus dernièrement en Occident, donnent à penser qu'une décision a été prise : l'achat de la docilité des nationalistes extrémistes pour tout le temps que durera la période de transition. Manifestement, la mansuétude actuelle des Occidentaux envers les insurgés radicaux de Kiev ne diffère guère de la connivence anglo-américaine lors de l'arrivée au pouvoir de Hitler, en 1933, puis à l'avènement du Troisième Reich. Si les mandarins occidentaux croient qu'ils vont pouvoir contrôler politiquement, et tourner contre la Russie, le projet néonazi ukrainien qu'ils ont bercé, dorloté et soutenu durant des décennies, ils se trompent. Quand le déferlement nazi, grisé par ses succès à Kiev, aura essuyé la résistance acharnée, la contre-offensive et le retour en force des Ukrainiens de l'Est et du Sud, il va inévitablement déborder les frontières et faire irruption dans le paysage politique européen déliquescents, où des foyers d'incendie allumés par les nazis et les hooligans sont déjà un facteur de déstabilisation important. Les liens que ces bandes entretiennent avec les groupes islamistes radicaux qui œuvrent dans l'ombre sur le territoire européen ne contribueront sûrement pas à éclaircir un horizon décidément bien sombre.

Est-ce là, le prix que les Européens sont prêts à payer pour faire rentrer leurs voisins de l'Est dans le giron de « la grande famille des nations civilisées » ?

Traduction
Gérard Jeannesson

Source
Oriental Review

Pour en savoir plus, lire : « [Qui sont les nazis au sein du gouvernement ukrainien ?](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 2 mars 2014.

[1] L'Église Uniate est une église grecque-catholique de rite oriental, rattachée à Rome en 1596. Elle a été accusée de collaboration avec les forces du IIIe Reich pendant la Seconde Guerre mondiale, et ses évêques ont été incarcérés et condamnés aux travaux forcés en 1945 par les autorités soviétiques. En 1946, le clergé uniate a été intégré de force dans l'Église orthodoxe. Les liens avec Rome ont été rétablis en 1989, pendant le pontificat de Jean Paul II.

[2] « Rzeczpospolita », le nom polonais de la République des deux Nations, formée en 1569 à partir du royaume de Pologne et du grand-duché de Lituanie. Elle englobait une grande partie de l'Ukraine, de la Biélorussie, et la région de Smolensk en Russie. Elle a cessé d'exister en 1795 lors de la partition de la Pologne.

[3] Sur les partis politiques ukrainiens, voir « [Après la Yougoslavie, l'Ukraine ?](#) », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 février 2014.

[4] Ichkérie : autre nom donné à la Tchétchénie

[5] Britam Defense : Cette société avait été accusée, par le *Daily Mail*, d'être impliquée dans la livraison d'armes chimiques devant être utilisées à Homs, en Syrie. L'affaire a été jugée en juin 2013. Le *Daily Mail* a été reconnu coupable d'accusations mensongères et a dû s'acquitter d'un dédommagement de 110 000 livres à cette société. Les preuves avancées par le *Daily Mail* s'étaient révélées être de faux e-mails trafiqués.

Source : « Des organisations nazies font irruption sur la scène européenne », Traduction Gérard Jeannesson, *Oriental Review*, *Réseau Voltaire*, 3 mars 2014, www.voltairenet.org/article182424.html